

STATUTS DU FONDS DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE DU SECTEUR PÉTROLIER

C.C.T. du 28/06/1999 concernant les statuts du fonds de sécurité d'existence du secteur pétrolier

CHAPITRE 1er. - Dénomination, siège, objet, durée

Article 1er. Il est institué, à partir du 1er janvier 1997, un fonds de sécurité d'existence , pour les ouvriers, ouvrières et employé(e)s occupés dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole et à la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole, ainsi que pour tous les employeurs relevant de ces commissions paritaires, dénommé "Fonds de sécurité d'existence du secteur pétrolier".

Art. 2. Le siège du Fonds se trouve dans l'arrondissement de Bruxelles : Avenue des Arts 39, 4 à 1040 Bruxelles.

Art. 3. Le Fonds a pour objet :

- 1. de percevoir les cotisations nécessaires à son fonctionnement via Office national de sécurité sociale
- 2. de financer l'organisation d'initiatives pour la formation et l'emploi en faveur de groupes à risque parmi les demandeurs d'emploi dans le cadre de l'exécution de la convention collective de travail du 22 juin 1999 , conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole, et du 28 juin 1999, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole, à rémunérer au salaire minimum interprofessionnel.

Art. 4. Le Fonds est constitué pour la durée de cette CCT.

CHAPITRE II. - Administration

Art. 5. Le Fonds est administré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations les plus représentatives des travailleurs et des employeurs.

Le conseil d'administration est composé de 10 membres, soit 5 représentants des travailleurs et 5 représentants des employeurs désignés par la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole et par la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole.

Le mandat des membres du conseil d'administration est gratuit.

Art. 6. Chaque année, le conseil d'administration nomme un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président.

Celui-ci est tenu de réunir le conseil au moins une fois par an.

Lorsque cinq administrateurs le demandent, le président convoque le conseil en séance au plus tard dans les dix jours qui suivent la réception de la demande.

Les convocations portent l'ordre du jour.

Le conseil ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation de travailleurs et d'au moins la moitié des membres de la délégation patronale.

Les comptes-rendus des séances du conseil seront consignés dans le registre des procès-verbaux. Ils sont signés par le président ou son remplaçant et par le secrétaire.

Les membres du conseil recevront une copie des délibérations au plus tard pour la séance suivante.

Les copies ou extraits des procès-verbaux qui doivent être déposées au tribunal ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration et par deux administrateurs dont un représentant les travailleurs, l'autre représentant les employeurs.

LES JOURS DEPOSES EN REGISTRE

28 -06- 1999

08 -10-1999

52.511 / C5/117 x 211

Lorsqu'il y a lieu de procéder au vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit prendre part au vote. Si le nombre est inégal, le ou les membres les moins âgés s'abstiennent.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des votants. Toutefois, les administrateurs ne peuvent pas prendre part aux délibérations dans lesquelles ils ont un intérêt personnel. Leur abstention est consignée aux procès-verbaux.

Art. 8. Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes mesures nécessaires à son bon fonctionnement.

Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds et pour la réalisation de son objet.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds sur la poursuite et à la diligence du président et du vice-président.

Il peut déléguer des compétences spéciales à un ou plusieurs de ses membres et même à des tiers.

Art. 9. Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil a donné un pouvoir spécial, le Fonds sera valablement représenté à l'égard des tiers par les signatures conjointes de trois administrateurs (deux représentants des travailleurs, un représentant des employeurs) sans que ces administrateurs doivent produire une quelconque délibération ou une procuration particulière.

Art. 10. Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils ne prennent aucun engagement personnel, à cause de leur gestion, à l'égard des obligations du Fonds.

CHAPITRE III. - Financement

Art. 11. Le Fonds est alimenté par les cotisations sur la masse salariale de 0,20 p.c. dues par les employeurs, affiliés ou non à la Fédération Pétrolière Belge, ainsi que par les intérêts des fonds investis.

Art. 12. L'Office national de sécurité sociale est chargé de la perception des cotisations :
- 0,20 p.c. par trimestre.

L'Office national de sécurité sociale versera chaque trimestre les cotisations perçues par lui sur le compte financier ouvert auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Survie sous le numéro : 001-1950434-34.

Les montants doivent être inscrits au crédit de ce compte en banque au plus tard le dernier jour du mois suivant le trimestre.

CHAPITRE IV. - Bénéficiaires

Art. 13. Les employeurs qui ont participé à des initiatives pour la formation et l'emploi de groupes à risque dans le cadre des conventions collectives de travail sectorielles du 14 avril 1997 sont remboursés par le Fonds, en 1999, sur base d'un formulaire justificatif à introduire à ce moment-là, à concurrence de 13 fois le salaire minimum interprofessionnel, augmenté des cotisations patronales de sécurité sociale et de l'éventuelle prime de départ.

CHAPITRE V. - Comptes

Art. 14. L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

Art. 15. Le budget de l'année suivante sera soumis à l'approbation des CPs compétentes chaque année, au plus tard au mois de décembre.

Art. 16. Les comptes de l'année écoulée sont clos le 31 décembre.

Art. 17. Un comptable, à charge de la Fédération Pétrolière Belge, fait une fois par an rapport de sa mission aux commissions paritaires citées à l'article 1er, qui en transmettent copie au Ministre

14

CHAPITRE VI. - *Dissolution, liquidation*

Art. 18. Le Fonds est dissolus automatiquement à la fin de sa durée.

Art. 19. Afin de rembourser par le Fonds, les employeurs ayant participé à des initiatives à la formation de groupes à risques, le compte en banque à la CGER sera maintenu au plus tard jusqu'au 31 mars 2001.

Art. 20. Le solde éventuel sera versé au Fonds pour l'Emploi du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Cette convention collective prend effet à partir du 1^{er} janvier 1999 et se termine le 1 janvier 2001.

STATUTEN VAN HET FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID VAN DE PETROLEUM SECTOR

C.A.O. van 28/06/1999 betreffende de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid van de petroleum sector

Afdeling 1. - Benaming, zetel, doel, duur

vanaf 1 januari 1997

Artikel 1 . Er wordt ~~een~~ fonds voor bestaanszekerheid opgericht, voor de werklieden, werksters en bedienden, tewerkgesteld in de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel en onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel, alsook voor de werkgevers behorend tot deze paritaire comités, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid van de petroleumsector".

Art. 2. De zetel van het Fonds bevindt zich in het arrondissement Brussel: Kunstlaan 39, 4 te 1000 Brussel.

Art. 3. Het Fonds heeft tot doel :

- 1 de bijdragen vereist voor zijn werking te innen via de RSZ.
- 2 de organisatie te financieren van de initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen onder de **werkzoekenden** in het kader van de uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel, en van 28 juni 1999 gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel, te betalen het interprofessioneel minimumloon.

Art. 4. Het Fonds wordt voor de looptijd van deze CAO opgericht.

Afdeling 2. - Beheer

Art. 5. Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de meest representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties.

De raad van beheer bestaat uit 10 leden, hetzij 5 vertegenwoordigers van de werknemers en 5 vertegenwoordigers van de werkgevers, aangeduid door het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel en door het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel.

Het mandaat van de leden van de raad van beheer wordt niet vergoed.

Art. 6. Elk jaar wordt door de raad van beheer een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris aangeduid.

Art. 7. De raad van beheer wordt door de voorzitter bijeengeroepen.

Deze is ertoe gehouden de raad ten minste eenmaal per jaar bijeen te roepen.

Wanneer vijf beheerders dit vragen, roept de voorzitter de raad in vergadering bijeen uiterlijk binnen tien dagen volgend op de ontvangst van het verzoek.

De oproepingen vermelden de agenda.

De raad kan slechts geldig beslissen over de punten die op de agenda voorkomen en enkel wanneer er ten minste de helft van de leden deel uitmakend van de werknemersafvaardiging en ten minste de helft van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

De verslagen van de zittingen van de raad zullen in et notulenboek ingeschreven worden. Ze worden ondertekend door de voorzitter of zijn plaatsvervangeren door de secretaris.

De leden van de raad zullen uiterlijk voor de volgende zitting een afschrift van de beraadslagingen ontvangen.

BELEGGING-DEPOT | REGISTREERBOUTR.
 28-06-1999 | 08-10-1999 | N°
 52.511 / 6/117x211

4

De afschriften of uittreksels van de notulen die bij de rechtbank of elders moeten gedeponneerd worden zijn ondertekend door de voorzitter van de raad van beheer en door twee beheerders waarvan één van de zijde van de werknemers, de andere van die van de werkgevers.

Wanneer tot de stemming moet overgegaan worden, dient een gelijk aantal leden van elkeafvaardiging aan de stemming deel te nemen. Is het getal ongelijk, dan onthoudt (onthouden) zich het jongste lid (de jongste leden).

De beslissingen worden met een meerderheid van twee derden van de stemmers genomen.

De beheerders kunnen echter niet deelnemen aan de beraadslagingen waarbij zij persoonlijk belang hebben. Hun onthouding wordt in de notulen vermeld.

Art. 8. De raad van beheer heeft tot taak het Fonds te beheren en alle maatregelen te nemen die voor zijn goede werking zijn vereist.

Hij beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheid inzake het beheer en de administratie van het Fonds en de verwezenlijking van zijn doel.

De raad van beheer treedt op in rechten in naam van het Fonds op vervolging en ten verzoek van de voorzitter en van de ondervoorzitter.

Hij kan bijzondere bevoegdheden overdragen aan één of meervan zijn leden, en zelfs aan derden

Art. 9. Voor al de andere handelingen dan deze waarvoor de raad een spéciale volmacht heeft verleend, zal het Fonds geldig tegenover derden vertegenwoordigd zijn door de gezamenlijke handtekeningen van drie beheerders (twee van de zijde van de werknemers één van de zijde van de werkgevers) Zonder dat deze beheerders enigerlei beslissing of een bijzondere volmacht moeten overleggen.

Art. 10. De beheerders zijn alleen verantwoordelijk wat de uitvoering van hun mandaat betreft en persoonlijk gaan ze, omwille van hun beheer, geen enkele verbintenis aan ten opzicht van de verplichtingen van het Fonds.

Afdeling 3. - **Financiering**

Art. 11. - Het Fonds wordt gespijsd door de bijdragen op de loonmassa van 0,20 % verschuldigd door de werkgevers aangesloten of niet bij de Belgische Petroleum Federatie, evenals door de interesten uit de belegde fondsen.

Art. 12. - De RSZ is belast met de inning van de bijdragen :
- 0,20 % per kwartaal

De RSZ zal ieder kwartaal de door hem geïnde bijdragen storten op de door het Fonds geopende financiële rekening bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas onder het nummer : 001-1950434-34

De bedragen moeten op het crédit van deze rekening ingeschreven zijn uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op het kwartaal.

Afdeling 4. - **Rechthebbenden**

Art. 13. De werkgevers, die deelgenomen hebben aan initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen worden in het kader van de sectorale collectieve overeenkomsten van 14 april 1997 door het Fonds bij het einde van de looptijd van deze CAO terugbetaald op basis van een alsdan in te dienen rechtvaardigingsformulier, ten belopen van 13 maal het interprofessioneel minimumloon, vermeerderd met de patronale sociale zekerheidsbijdragen en desgevallend de afscheidspremie.

Afdeling 5. - **Rekeningen**

Art. 14. Het dienstjaar neemt aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Art. 15. Elkjaar, en uiterlijk in de loop van de maand december, wordt het budget voor het volgend jaar onderworpen aan de goedkeuring van de betrokken paritaire comités.

Art. 16. - De rekeningen van het verlopen jaar worden op 31 december afgesloten.

Art. 17. - Een revisor, ten laste van de Belgische Petroleum Federatie brengt over zijn opdracht eenmaal per jaar verslag uit bij de paritaire comités, vermeld bij artikel 1, die er een afschrift van overmaken aan de Minister.

Afdeling 6. - Ontbinding en vereffening

Art. 18. Het Fonds wordt van rechtswege ontbonden op het einde van de looptijd.

Art. 19. Met het oog op de terugbetaling door het Fonds aan de ondernemingen, die deelgenomen hebben aan de initiatieven tot vorming van risicogroepen, zal de rekening bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas aangehouden worden tot uiterlijk 31 maart 2001.

Art. 20. Het gebeurlijk saldo wordt overgemaakt aan het Tewerkstellingsfonds van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2001.